



Assurances Flotte Automobile et Auto-Mission

Affaire n° 20265024

Cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P)

ANNEXES AU CCTP :

- **Annexe 1** : Sinistralité – Flotte Automobile : du 01/01/2022 au 31/12/2025 - Données extraites le 09/02/2026 remise contre engagement de confidentialité signé
- **Annexe 2** : Sinistralité – Auto-mission : du 01/01/2022 au 31/12/2025 - Données extraites le 09/02/2026 remise contre engagement de confidentialité signé
- **Annexe 3** : Etat du parc automobile au 12 février 2026 remis contre engagement de confidentialité signé
- **Annexe 4** : Liste des Véhicules autres – Transpalettes définies au sens de la loi Badinter et autres véhicules remise contre engagement de confidentialité signé

Table des matières

| | | |
|-----------|--|-----------|
| 1. | ELEMENTS DE CONTEXTE GENERAL | 4 |
| 1.1. | LES MISSIONS DE LA CAISSE DES DEPOTS | 4 |
| 1.2. | L'ETABLISSEMENT PUBLIC | 5 |
| 1.3. | LA DIRECTION CLIENTE (DIRECTION DES AFFAIRES JURIDIQUES, CONFORMITE ET DEONTOLOGIE) | 7 |
| 1.3.1 | Organisation | 7 |
| 2. | CONTEXTE ET OBJECTIFS DE LA PRESTATION | 8 |
| 2.1. | DEFINITIONS | 8 |
| 2.1.1 | Souscripteur | 8 |
| 2.1.2 | Assureur | 8 |
| 2.1.3 | Assurés | 9 |
| 2.2. | CLAUSES GENERALES | 10 |
| 2.2.1 | Durée et dates | 10 |
| 2.2.2 | Renonciation à recours | 10 |
| 2.2.3 | Territorialité pour les DROM (Prestation Supplémentaire Eventuelle facultative - PSE) | 10 |
| 2.2.4 | Indexation | 11 |
| 3. | DESCRIPTION DE LA FLOTTE AUTOMOBILE DES ASSURES | 11 |
| 3.1. | FLOTTE AUTOMOBILE | 11 |
| 3.2. | USAGE DES VEHICULES ASSURES ET CONDUITE ACCOMPAGNEE | 13 |
| 3.3. | EVOLUTION DE LA FLOTTE EN COURS D'APPLICATION DE LA POLICE – FICHIER DES VEHICULES ASSURES (FVA) | 13 |
| 3.3.1 | CAS D'ACHAT, VENTE, DESTRUCTION D'UN VEHICULE ASSURE – INTEGRATION | 13 |
| 3.3.2 | DECLARATION AU FICHIER DES VEHICULES ASSURES (FVA) PAR L'ASSUREUR | 14 |
| 4. | EVENEMENTS GARANTIS | 14 |
| 4.1 | INCENDIE ET EXPLOSION, Y COMPRIS LES DOMMAGES ELECTRIQUES ET LES ATTENTATS | 14 |
| 4.2 | VOL OU TENTATIVE DE VOL | 15 |
| 4.3 | DOMMAGES ET INTERETS RECLAMES PAR LE LOUEUR DE BATTERIES DE VEHICULES ELECTRIQUES | 15 |
| 4.4 | DOMMAGES COLLISION | 16 |
| 4.5 | DOMMAGES TOUS ACCIDENTS | 16 |
| 4.6 | EFFETS PERSONNELS ET ACCESSOIRES | 16 |
| 4.7 | EVENEMENT NATUREL | 16 |
| 4.8 | BRIS DE GLACE | 17 |
| 4.9 | DOMMAGES CORPORELS DU CONDUCTEUR | 17 |
| 4.10 | CATASTROPHES NATURELLES ET TECHNOLOGIQUES | 17 |

| | |
|--|-----------|
| 5. GARANTIES DE LA POLICE D'ASSURANCE | 18 |
| 5.1 RESPONSABILITE CIVILE | 18 |
| 5.2 GARANTIES DOMMAGES | 18 |
| 6. GARANTIE ASSISTANCE..... | 19 |
| 6.1 ASSISTANCE AUX VEHICULES | 19 |
| 6.2 ASSISTANCE AUX PERSONNES (CONDUCTEUR ET PASSAGERS DU VEHICULE)..... | 20 |
| 6.3 GARANTIES ASSISTANCE JURIDIQUE..... | 20 |
| 7. FORMULE DE GARANTIES POUR LE VOLET FLOTTE AUTOMOBILE ET AUTO-MISSION | 21 |
| 7.1 SYNTHESE DES MONTANTS DE GARANTIES, LIMITES ET FRANCHISES POUR LE VOLET FLOTTE AUTOMOBILE | 22 |
| 7.2 GARANTIES COMPLEMENTAIRES OBLIGATOIRES - AUTO-MISSION | 23 |
| 7.3 TABLEAU DES GARANTIES POUR LE VOLET AUTO-MISSION | 24 |
| 8. BUDGET DU FONDS DE RETENTION/ CONSERVATION..... | 26 |
| 8.1 DESCRIPTIF | 26 |
| 8.2 PERIMETRE : SINISTRES RELEVANT DE CETTE CONSERVATION | 26 |
| 8.3 CONTRIBUTION AU FONDS DE GARANTIE AUTOMOBILE | 26 |
| 9. PRIME ET ELEMENTS DE TARIFICATION..... | 27 |
| 9.1 VOLET FLOTTE AUTOMOBILE..... | 27 |
| 9.2 VOLET AUTO-MISSION | 28 |
| 10. PREVENTION SECURITE ROUTIERE : ENGAGEMENTS ET FORMATIONS..... | 28 |
| 10.1 ENGAGEMENTS | 28 |
| 10.2 FORMATIONS..... | 28 |
| 10.3 DISPOSITIONS DIVERSES | 28 |
| 11. ENGAGEMENTS CONTRACTUELS SUR LES PRESTATIONS DE SERVICES ASSOCIEES | 29 |
| 11.1 L'ACCES A UNE SOLUTION DE GESTION A DISTANCE | 29 |
| 11.2 LA PROPRIETE DES INFORMATIONS, TABLEAUX ET STATISTIQUES | 30 |
| 11.3 LA CONTINUITE DE SERVICE..... | 30 |
| 11.4 UNE EQUIPE DEDIEE A LA GESTION DU CONTRAT ET DES SINISTRES | 30 |
| 11.5 LES CONDITIONS DE GESTION DU CONTRAT | 31 |
| 12. LA GESTION DES SINISTRES | 31 |
| 12.1 GESTION DES SINISTRES AU-DESSUS DE LA FRANCHISE | 31 |
| 12.2 GESTION DES SINISTRES EN DESSOUS DE LA FRANCHISE..... | 32 |
| 12.3 PARTICIPATION A LA GESTION DES SINISTRES AVEC LE PRESTATAIRE FLEETER DE LA CDC (GESTIONNAIRE INDEPENDANT DE FLOTTES AUTOMOBILE) ET L'EQUIPE FLOTTE AUTOMOBILE DE LA CDC | 32 |
| 13. CONDITION D'EXECUTION – POLITIQUE D'ACHATS RESPONSABLES..... | 33 |

1. ELEMENTS DE CONTEXTE GENERAL

1.1. Les missions de la Caisse des Dépôts

La Caisse des Dépôts et ses filiales constituent un Groupe public, investisseur de long terme au service de l'intérêt général et du développement économique du pays. Il remplit ses missions en appui des politiques conduites par l'État et les collectivités locales et peut exercer des activités concurrentielles.

Pour décliner ses missions et proposer une gamme complète d'accompagnements, la Caisse des Dépôts est aujourd'hui organisée autour de **quatre métiers** et de **deux partenaires stratégiques**.

Le soutien aux projets des territoires

Créée en 2018, la **Banque des Territoires** accompagne les territoires et leurs acteurs en proposant des solutions adaptées aux enjeux locaux : conseil, prêts et investissements en capital. Avec 16 directions régionales, 37 implantations territoriales et deux filiales, CDC Habitat et la SCET, elle propose une offre complète en ingénierie et en montage de projet aux collectivités, organismes de logement social, entreprises publiques locales, professions juridiques, entreprises et acteurs financiers, avec l'ambition d'agir pour des territoires plus durables et plus solidaires.

Politiques sociales : La **direction des politiques sociales (DPS)** de la Caisse des Dépôts accompagne les parcours de vie des Français. Tiers de confiance, elle concourt à la cohésion sociale et à la réduction de la fracture territoriale, en intervenant principalement dans quatre domaines : les retraites, la formation professionnelle, le handicap, le grand âge et la santé. Gestionnaire de 66 fonds et mandats, partenaire privilégié de 63 000 employeurs publics, la direction des politiques sociales apporte des solutions fiables et innovantes à ses clients et aux pouvoirs publics.

Les **gestions d'actifs (GDA)** gèrent l'ensemble des placements financiers de la Caisse des Dépôts (obligations, actions, non coté, immobilier, forêts, etc.), issus des bilans du Fonds d'épargne et de la Section générale. Premier gérant d'actifs de statut public (avec 288 Md€ d'encours d'actifs sous gestion) et premier investisseur sur les PME françaises cotées, GDA investit dans toutes les classes d'actifs, directement ou au travers de ses filiales (CDC Croissance, La Société Forestière, CDC Investissement Immobilier), dans une perspective de long terme et responsable.

La **gestion des participations stratégiques (GPS)** gère les opérations d'acquisition et de cession, ainsi que le pilotage actionnarial d'une vingtaine de sociétés dont la Caisse des Dépôts est actionnaire de référence. Elle contribue à la définition de la position actionnariale de la CDC ainsi qu'à l'accompagnement stratégique et financier des filiales, tout en coordonnant les priorités entre le Groupe et ses filiales. Investisseur de long terme, elle accompagne dans la durée le développement de ses filiales dont les résultats financiers soutiennent les missions d'intérêt général.

Nos deux partenaires stratégiques sont Bpifrance et le Groupe La Poste :

Bpifrance est une banque publique d'investissement détenue par la Caisse des Dépôts et l'État qui a pour mission de dynamiser et rendre plus compétitive l'économie française, en appui des politiques publiques. Elle finance les entreprises à chaque étape de leur développement, en crédit, garantie et fonds propres. Partenaire de confiance des entrepreneurs, elle développe une offre de conseil, de formation, de mise en réseau, et un programme d'accélération pour les start-up, PME et ETI.

Intégré au périmètre de consolidation financière du groupe Caisse des Dépôts depuis mars 2020, **le Groupe La Poste** accompagne tous les Français en offrant des services utiles et adaptés à leurs besoins. A travers ses quatre missions de services publics (courrier, services bancaires pour tous, aménagement du territoire via présence postale, presse) il accompagne les grandes transitions écologique, territoriale, démographique et numérique qui impactent la société.

1.2. L'établissement public

Le Groupe compte près de 350 000 collaborateurs dans le monde dont près de 7 500 pour l'Établissement Public (EP). Son bilan social agrégé atteint 1360 Md€, et sa contribution au budget de l'Etat était de 2,5 Md€ en 2023.

Pour mettre en œuvre ses différents métiers, la Caisse des Dépôts s'appuie sur l'établissement public organisé autour de fonctions transversales et de directions opérationnelles.

➤ **Les directions opérationnelles :**

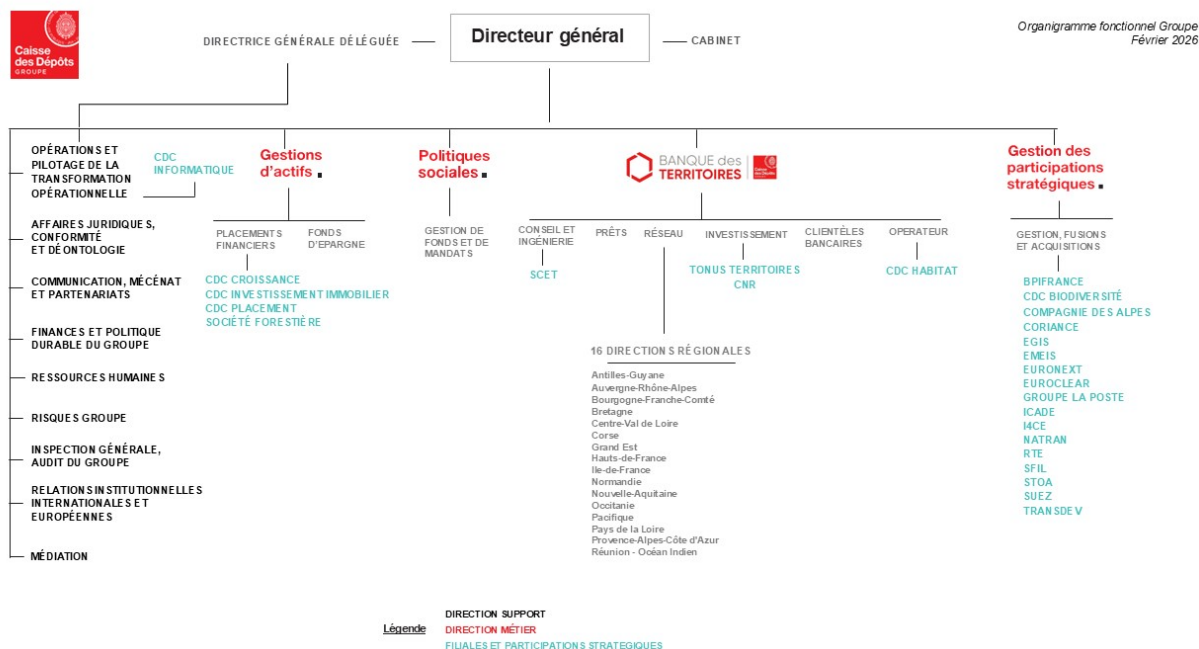
- La Banque des territoires composée de :
 - ✓ La direction des clientèles bancaires
 - ✓ La direction de l'investissement
 - ✓ La direction des prêts
 - ✓ La direction du réseau
 - ✓ La Scet
 - ✓ CDC Habitat
- La direction des gestions d'actifs
- La direction des politiques sociales
- La direction de la gestion des participations stratégiques

➤ **Les fonctions transversales :**

- Affaires juridiques, conformité et déontologie
- Communication, mécénat et partenariats
- Finances et politique durable du Groupe
- Fonds d'épargne
- Inspection générale, audit du Groupe
- Opérations et pilotage de la transformation opérationnelle
- Relations institutionnelles, internationales et européennes

○ Ressources humaines

○ Risque



Notre établissement, par son identité historique résolument tournée vers l'intérêt général, s'engage à être un acteur exemplaire de la transformation écologique et de la cohésion sociale et territoriale.

En 2022, la Caisse des Dépôts a adopté sa raison d'être, véritable boussole pour ses missions, qui se traduit par des engagements ambitieux en matière environnementale, sociale et de gouvernance dans le cadre de sa politique durable et notamment sa politique d'achats responsables, déclinée dans son SPASER (Schéma de promotion des achats socialement et écologiquement responsables) 2024-2027.

Dans ce cadre, la Caisse des Dépôts s'engage et attend de ses fournisseurs qu'ils prennent en compte lors de l'exécution des prestations ses engagements et sa politique en matière de développement durable et notamment les axes suivants :

- Réduction de l'impact environnemental : décarbonation, réduction des déchets, sobriété des consommations d'eau et d'énergie.
- Insertion sociale et professionnelle de tous.
- Promotion de l'égalité femmes / hommes et lutte contre les discriminations. A ce titre, dans une démarche d'amélioration continue, la Caisse des Dépôts accentue sa politique d'égalité et de diversité et s'est engagée, pour rendre officiel son engagement et le faire évaluer par un tiers, dans une démarche visant à obtenir le double label Égalité professionnelle entre les femmes et les hommes / Diversité

Pour plus d'informations : www.caissedesdepots.fr

1.3. La direction cliente (Direction des Affaires Juridiques, Conformité et Déontologie)

La direction des affaires juridiques, conformité et déontologie (DAJCD) du groupe Caisse des Dépôts regroupe depuis le 02 mai 2023, le juridique, la conformité et la déontologie.

Elle est organisée en 7 pôles distincts :

- **le pôle « opérations »** : chargé d'accompagner les opérationnels de la CDC dans le cadre des opérations de financement, bancaires et de marchés de capitaux, de la réalisation et du suivi des investissements, directs ou indirects, principalement en France dans les entreprises, les infrastructures, le numérique, les énergies renouvelables et l'immobilier d'entreprise ;
- **le pôle « régulation »** : en interaction avec les autorités externes à la CDC, ce pôle intervient sur les opérations de financement, bancaires et de marchés de capitaux de la CDC et fournit une expertise sur tous les aspects réglementaires relatifs aux activités de la CDC. Il accompagne également les autres directions sur les problématiques de concurrence, de numérique, digital et propriété intellectuelle et assure le suivi des relations avec la Cour des comptes ;
- **le pôle « fiscal et institutionnel »** : accompagne les opérationnels de la CDC et de certaines de ses filiales en apportant une lecture spécialisée et des analyses approfondies par domaine du droit, compte tenu de la nature spécifique de l'établissement public. Il assure également le traitement des contentieux ;
- **le pôle « appui transverse »** : en charge des veilles juridiques et d'actualité par le biais du portail juridique et des centres de documentation, de la diffusion de l'information et de la relation avec les métiers. Il assure aussi la gestion de fonctions et de moyens mutualisés en matière d'affaires générales courantes, de budget, de logistique, d'immobilier, d'informatique, de performance opérationnelle ;
- **le pôle « conformité et déontologie »** : définit les normes et politiques en matière de conformité, émet les avis conformité et conseille les opérationnels sur leur projets. Il accompagne également les directions en matière de réglementation bancaire et conduit des études d'impact. Enfin, il coordonne et anime le réseau de responsable conformité des filiales.
- **le pôle « pilotage de projets & transformation numérique »** : accompagne les opérationnels sur les projets emportant des enjeux de conformité et participe à la définition de la stratégie numérique. Il assure aussi la mise en place d'outils de suivi de performance opérationnelle, le développement de solutions automatisées, le diagnostic et le suivi des dysfonctionnements et il veille à la disponibilité et la fiabilité des données.
- **le pôle « sécurité financière »** : intervient sur les dossiers à risques LCB-FT et accompagne les opérationnels, décline les procédures fédérales et participe à la prévention de la fraude. Il assure également les relations institutionnelles et opérationnelles avec Tracfin et la Direction générale du Trésor. Responsable du paramétrage des outils de surveillance LCB-FT, il pilote de bout en bout le dispositif de gel des avoirs en s'assurant du respect des sanctions financières nationales et internationales.

1.3.1 Organisation

Au sein du pôle Régulation de DAJCD, le département Concurrence, assurance et contrat, l'équipe assurance est composée de 3 personnes dont les identités et coordonnées, seront communiquées au titulaire de l'accord-cadre dès la notification du contrat.

2. CONTEXTE ET OBJECTIFS DE LA PRESTATION

La Caisse des Dépôts dispose d'une flotte automobile d'environ 571 véhicules. Ces véhicules sont en majorité des véhicules de fonction. Une équipe Flotte Auto a la charge de la gestion de ces véhicules. Cette équipe est soutenue dans ses activités par un prestataire de services externe, un Fleeter.

Elle souhaite garantir sa flotte automobile et les déplacements de ses collaborateurs dans le cadre de leurs missions au titre d'un nouveau programme d'assurance.

A ce titre, la proposition de police d'assurance devra contenir les pièces demandées dans le règlement de la consultation.

Les dispositions ci-après énumérées constituent des minimas que les candidats devront respecter.

La police aura pour objet d'assurer l'ensemble des véhicules automobiles, engins, remorques, transpalettes, chariot élévateur, gerbeur, cyclomoteurs soumis à l'obligation d'assurance prévue à l'article L.211-1 du code des assurances et dont un Assuré, tel que ce terme est défini dans le présent Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP), est propriétaire ou dont il a la garde, l'usage ou enfin dont il est locataire en LLD (location longue durée) selon les garanties et dispositions ci-après décrites au présent CCTP.

La police comprendra deux volets :

- L'un relatif à la flotte automobile ;
- L'autre relatif à la garantie auto-mission.

La police couvrira non seulement les conséquences financières entraînées par la responsabilité civile des Assurés mais aussi celles des dommages subis par les Assurés et elle offrira une garantie assistance aux véhicules et aux personnes.

2.1. Définitions

2.1.1 Souscripteur

Le souscripteur est la Caisse des dépôts et consignations établissement public spécial créée par l'ordonnance du 28 avril 1816 codifiée aux articles L.518-2 et suivants du code monétaire et financier (ci-après « la CDC » ou « le Souscripteur »). Le Souscripteur est situé au 56 rue de Lille, 75356 PARIS 07SP.

2.1.2 Assureur

La société d'assurance qui sera désignée aux conditions particulières de la police d'assurance, au terme de la présente procédure d'appel d'offres et qui délivrera le contrat. En cas de coassurance, l'Assureur agit également au nom et pour le compte des co-assureurs désignés par ailleurs dans la limite de leur engagement.

En cas de pluralité d'Assureurs, si en cours d'exécution du marché, un des co-assureurs se retire du programme, le Souscripteur peut accepter, par avenant, le remplacement du co-assureur partant par un autre co-assureur, sous réserve que les conditions d'exécution du marché restent strictement inchangées. Elle peut également faire le choix de poursuivre son exécution incomplète ou de résilier le marché dans les conditions rappelées au CCAP.

L'Assureur pourra répondre en groupement avec un intermédiaire en assurances, conformément aux dispositions précisées à l'article 3.2 du règlement de la consultation.

2.1.3 Assurés

Pourront avoir la qualité d'assurés au titre de la police (ci-après « les Assurés ») :

- Le Souscripteur ou l'une des entités suivantes (ci-après les « Entités Affiliées ») pour autant que le Souscripteur ait indiqué son souhait que l'une ou l'autre de ces entités soit couverte par la police :
 - Les filiales directes au sens des articles L.233-1 et L.233-3 du code de commerce ;
 - Les associations, groupements ou autres entités créés par la CDC pour les besoins de son personnel (AGR, COSOG, SVD, USAC, etc.) ;
 - Les associations, groupements ou autres entités créés et contrôlés par la CDC (GIE Informatique CDC, I4C, etc.) ;
 - Les associations, groupements ou autres entités gérés par la CDC pour compte de tiers, notamment pour l'Etat (FRR, CANSSM, Consortium de réalisation, etc.) ;
 - Informatique CDC ;
 - Tonus territoire ;
 - CDC Biodiversité ;
 - CDC Investissement Immobilier ;
 - CDC Investissement Immobilier Interne ;
 - Logivolt ;
 - Les institutions représentatives du personnel de la CDC.
- Les véhicules terrestres à moteur (VTM) de la Flotte automobile mis en circulation par le Souscripteur ou une Entité Affiliée (quelle que soit leur motorisation, thermique, hybride, hybride rechargeable ou électrique) ainsi que les conducteurs et les passagers des véhicules assurés.
- Au titre de la garantie auto-mission, les véhicules personnels des collaborateurs du Souscripteur ou d'une Entité Affiliée utilisés avec l'accord exprès du Souscripteur ou de l'Entité Affiliée dans le cadre de déplacements professionnels occasionnels ainsi que leurs conducteurs collaborateurs et les passagers.

Le Souscripteur peut intégrer en cours d'exécution du marché de nouveaux Assurés afin que ces derniers bénéficient de la présente police d'assurances moyennant une déclaration au préalable à l'Assureur.

Auront également la qualité d'Assurés : les propriétaires loueurs des véhicules terrestres à moteur de la flotte automobile auprès desquels la CDC et les Entités Affiliées ont pris des véhicules en location.

2.2. Clauses générales

2.2.1 Durée et dates

- Date d'effet : 1^{er} juin 2026 à 0H00 (conformément à l'article 1.5 du CCAP).
- Echéance annuelle : 31 mai
- Date de fin : 31 mai 2030 à minuit.
- Durée de la police : La durée totale de la police sera de 4 (quatre) ans en cas de reconductions, conformément à l'article 1.5 du CCAP. Avec possibilité pour les deux parties de résilier, conformément à l'article 11.1 du CCAP, par lettre recommandée avec accusé de réception, annuellement à échéance moyennant un préavis de trois (3) mois si la résiliation est à l'initiative de l'Assureur, 3 (trois) mois si la résiliation est à l'initiative du Souscripteur.

Il est précisé que l'Assureur renoncera à la résiliation pour sinistre en cours d'exercice, seule la résiliation à l'échéance étant possible.

2.2.2 Renonciation à recours

L'Assureur renoncera à recours contre l'auteur responsable des dommages dès lors qu'il existera une opposition d'intérêt susceptible de nuire à l'Assuré généré par l'exercice de ce recours. La renonciation à recours ci-dessus ne vaudra pas renonciation de la part de l'Assuré à indemnisation.

2.2.3 Territorialité pour les DROM (Prestation Supplémentaire Eventuelle facultative - PSE)

Lorsqu'ils sont en mesure de proposer cette prestation, les candidats ajoutent à leur offre de base une offre pour la prestation supplémentaire facultative suivante :

• **Offre spécifique pour les DROM à tarifier séparément de l'offre principale et avec des montants de garanties et franchises différentes de celles décrites dans le CCTP et adaptées aux DROM.**

Les garanties décrites au présent CCTP seront acquises dans l'ensemble des pays mentionnés avec une spécificité pour les DROM telle que décrites au présent article.

Depuis le 1^{er} avril 2024, l'exigence de la carte verte pour tous les véhicules immatriculés est remplacée par la consultation du Fichier des Véhicules Assurés (FVA). L'Assureur s'engage à effectuer toutes les démarches relatives à la déclaration auprès de ce fichier alimenté par les assureurs qui est accessible aux forces de l'ordre lors de contrôles et leur permettant de vérifier la couverture assurantielle du véhicule.

Nous disposons de quatre (4) de véhicules dans les DROM principalement à Polynésie Française (Papette) avec trois (3) véhicules, et un (1) véhicule en Nouvelle Calédonie (Nouméa). Il est nécessaire d'avoir un agrément spécifique pour assurer ces véhicules. Dès lors, pour ces véhicules, les candidats **peuvent** ajouter à leur offre de base, une offre pour la prestation supplémentaire facultative avec un courtier partenaire et/ou un assureur local différent de celui qui soumissionnera à l'offre principale dans le cadre du Groupement.

L'absence d'offre spécifique pour les DROM ne rend pas infructueuse l'offre principale. Il s'agit d'une Prestation Supplémentaire Eventuelle **facultative** à tarifier séparément de l'offre principale et avec des montants de garanties et franchises différentes de celles décrites dans le présent CCTP et adaptées aux DROM.

Contrairement à la Métropole, le candidat devra continuer à transmettre la vignette/certificat exigée localement dans les DROM. En ce qui concerne la couverture des Véhicules dans les DROM, nous souhaitons une couverture Garantie du Conducteur et une couverture Responsabilité civile correspondant aux standards locaux.

2.2.4 Indexation

Les capitaux, limitation d'indemnité, franchises ne feront pas l'objet d'indexation sauf dispositions légales.

3. DESCRIPTION DE LA FLOTTE AUTOMOBILE DES ASSURES

3.1. Flotte automobile

Au 09 février 2026, la flotte automobile de la CDC et des Entités Affiliées (ci-après « la Flotte ») est composée d'environ 571 VTМ.

Les véhicules assurés seront, en application de l'article L.211-1 et la définition de la loi du 17 décembre 2007 ainsi qu'à celle de la directive du 24 avril 1972, entendus comme étant tout véhicule terrestre à moteur de la Flotte, soit tout véhicule automoteur destiné à circuler sur le sol et qui peut être actionné par une force mécanique sans être lié à une voie ferrée, ainsi que toute remorque, même non attelée (en rapport avec la définition de l'article L.110-1 du code de la route).

Ces véhicules sont pour l'essentiel des véhicules pris en location longue durée auprès de différents loueurs. Les autres véhicules sont propriété de la Caisse des Dépôts ou des Entités Affiliées. Il est constaté des locations de courte durée sporadiques notamment pour les besoins spécifiques de transport de groupe du comité social du Groupe CDC (COSOG).

La Flotte est composée principalement de véhicules d'entreprise.

La Flotte est sous-divisée en 9 parcs différents, et chacun est géré par un gestionnaire de parc spécifique dont voici le détail :

Nota : les sigles décrits ci-après peuvent changer en fonction des nouvelles définitions susceptibles d'être apportées par la Caisse des dépôts (le Souscripteur), dans le cadre de son organisation interne :

1. Véhicules de la Direction des Réseaux et du Territoire (DRT) ;
2. Les véhicules du siège (Paris) ;
3. DPSA : Véhicules de la Direction des Politiques Sociales, établissement situé à Angers (49).
4. DPSB : Véhicules de la Direction des Politiques Sociales, établissement situé à Bordeaux (33).
5. CDC Biodiversité : Véhicules d'une filiale à 100 % de la CDC
6. AGR : Association pour la gestion des restaurants du Groupe CDC ;

7. TONUS TERRITOIRE
8. COSOG : Véhicules utilisés par le Comité Social du Groupe CDC ;
9. I CDC : Informatique CDC filiales à 100 % de la CDC.

Les véhicules de la Flotte sont répartis selon la classification typologique suivante :

| | |
|---|------------|
| VTM | 535 |
| Remorques, Chariots élévateurs, gerbeurs ou transpalettes qualifiés de véhicules terrestres à moteur au sens de la loi Badinter | 3 |
| Total | 538 |

La répartition des véhicules par Parc est donc la suivante :

| PARCS | NOMBRE DE VEHICULES (VTM) |
|------------------------------------|---------------------------|
| Véhicules DRT (hors DROM) | 503 |
| Véhicules du siège | 28 |
| Total | 531 |

DROM (Prestation Supplémentaire Eventuelle facultative – PSE (cf. article 2.2.3))

| | |
|--|-------------------------------|
| DROM : <ul style="list-style-type: none"> - Nouvelle Calédonie (Nouméa) - Polynésie Française (Papeete) | 3 à Nouméa 1 à Papeete |
| Total | 4 |

Le nombre de véhicules sera communiqué à chaque échéance à l'intermédiaire en assurance ou courtier de l'Assureur selon un calendrier à définir avec le candidat retenu.

Cette déclaration de la composition servira de base à la tarification et à l'émission des cartes vertes (pour les DROM), et autres attestations d'assurances. Pour les Véhicules couverts dans les DROM, les cartes vertes devront être remises au Souscripteur dans les meilleurs délais afin de permettre aux véhicules du Souscripteur d'être en conformité avec le Code de la route (soit avant le premier janvier de chaque échéance annuelle).

Il est convenu qu'en cas de sinistre mettant en causes plusieurs véhicules assurés ces derniers seront considérés comme tiers entre eux.

3.2. Usage des véhicules assurés et conduite accompagnée

Les véhicules assurés pourront être utilisés tant pour les déplacements professionnels que pour les déplacements privés des assurés, dans la mesure où le conducteur est en conformité avec les dispositions des articles L.221-1 et suivants du code de la route.

Les véhicules peuvent :

- être utilisés par tout conducteur autorisé sans limitation d'ancienneté de permis de conduire ;
- être utilisés en co-voiturage ;
- être utilisés pour tout usage, à titre gratuit, y compris pour l'usage personnel des préposés ;
- être utilisés pour la conduite supervisée ou accompagnée ;
- être utilisés pour porter assistance à titre bénévole ;
- être prêtée ;
- être garée ou au garage ;
- être dépannée ou remorquée.

Toutes les garanties du contrat restent acquises dans toutes les hypothèses mentionnées ci-dessus. Les conducteurs accompagnés sont automatiquement couverts par la police d'assurance Flotte-Auto moyennant une déclaration par l'Assuré sur le site intranet du Courtier ou par tout autre moyen de communication qui seront définis conjointement avec le Courtier.

3.3. Evolution de la Flotte en cours d'application de la police – Fichier des Véhicules Assurés (FVA)

3.3.1 Cas d'achat, vente, destruction d'un véhicule assuré – Intégration

En cas d'achat, de vente ou encore de destruction d'un véhicule assuré, il sera transmis à l'Assureur par l'intermédiaire en assurance ou courtier de l'Assureur, une copie de la carte grise et des certificats de vente ou de destruction du véhicule. Il en sera de même en cas de location ou de restitution d'un véhicule en location longue durée. Les véhicules acquis ou loués en cours d'exercice feront l'objet d'une intégration automatique et resteront soumis à une déclaration préalable à l'intermédiaire en assurance ou courtier de l'Assureur.

3.3.2 Déclaration au Fichier des Véhicules Assurés (FVA) par l'Assureur

L'Assureur s'engage à effectuer, dans les meilleurs délais, toutes les démarches relatives à la déclaration auprès du fichier alimenté par les assureurs et accessible aux forces de l'ordre lors de contrôles, leur permettant de vérifier la couverture assurantielle du véhicule.

Tous les nouveaux véhicules seront automatiquement assurés sans déclaration préalable.

Le Souscripteur s'engage néanmoins à informer l'Assureur ou son mandataire de toute entrée en garantie dans les meilleurs délais en vue de permettre l'émission du certificat et de la vignette d'assurance et en lui précisant, le cas échéant, la formule de garanties choisie si elle est différente de la formule prévue pour la garantie automatique.

Pour les véhicules entrant en garantie en cours d'année, le certificat d'assurance devra être transmis par télécopie ou par courriel aux gestionnaires des parcs dans les 24 heures ouvrées suivant la réception de la demande avant envoi par courrier de l'original.

Il n'y aura pas de prime de régularisation en cours d'année, à moins que le parc en lui-même augmente de plus de 20 %.

Les franchises applicables seront fixes pendant toute la durée du marché.

Le Souscripteur transmettra chaque année à l'Assureur ou à son mandataire :

- Pour le 1^{er} mai au plus tard, un état prévisionnel de Flotte automobile à assurer au 1^{er} juin de l'année suivante afin de permettre l'émission des attestations d'assurance qui devront parvenir au Souscripteur **pour le 15 mai au plus tard** afin que le Souscripteur puisse se conformer à l'obligation de l'article L.211-4 du code des Assurances.
- Pour le 1^{er} septembre au plus tard, un état des véhicules assurés au 1^{er} juin de l'année en cours et des mouvements enregistrés au cours de l'année écoulée en vue de permettre l'établissement de la régularisation.
- Pour le 1^{er} septembre au plus tard, le nombre de kilomètres parcourus pour les véhicules faisant l'objet des garanties du volet « Trajet Mission ».

Le Souscripteur sera dispensé de déclarer les remorques de moins de 750 Kg lui appartenant ou non et susceptibles d'être attelées à un véhicule assuré.

Le titulaire du marché devra établir une facture par parc, selon la décomposition de l'article 3 du CCTP et de l'annexe financière (DPGF/BPU), et ce tant pour les primes provisionnelles que pour les régularisations.

4. EVENEMENTS GARANTIS

Les événements définis ci-dessous seront garantis par la police d'assurances :

4.1 Incendie et explosion, y compris les dommages électriques et les attentats

Sont garantis par la police d'assurances :

- Les dommages causés par conflagration, embrasement, combustion vive ou lente avec flammes, ainsi que le contact direct et immédiat du feu ou d'une substance incandescente ;

- Les dommages dument constatés et frappant directement ou indirectement les véhicules assurés ;
- Les dommages provoqués par projection, effet de souffle, rayonnement, convection et conduction thermique aux biens avoisinants ;
- les sinistres dus à une explosion / implosion à savoir l'action subite et violente de la pression, de la dépression de gaz ou de vapeurs, que celles-ci aient existé avant cette action ou que leur formation lui ait été concomitante, ainsi que par les explosions et implosions, coups d'eau des appareils à vapeur et par l'électricité atmosphérique. Sont également couverts les dommages provoqués par projection, effet de souffle, rayonnement convection et conduction thermique ;
- Les dommages électriques couvrent la garantie des appareils, machines, moteurs électriques ou électroniques et leurs accessoires participant aux tâches de production ou d'exploitation, ainsi que les canalisations électriques enterrés ou non et leurs accessoires contre les accidents d'ordre électrique affectant ces objets, y compris les dommages dus à la chute de la foudre ou à l'influence de l'électricité atmosphérique.

Pour les véhicules électriques, sont notamment couverts les dommages résultant des causes suivantes : introduction, chute ou heurt de corps étranger, effondrement de bâtiment, desserrage de pièces, défaillance des appareils de régulation, de contrôle, de sécurité; maladresse et inexpérience de l'Assuré, des préposés ou des tiers; incendie, chute de la foudre, explosion, échauffement, court-circuit, surtension ou chute de tension, surintensité, formation d'arc, défaillance d'isolement, influence de l'électricité atmosphérique.

4.2 Vol ou tentative de vol

Sont garantis les dommages résultant d'un vol, d'une disparition, de vandalisme, y compris les systèmes de protection du véhicule assuré et d'alarme du véhicule de toute nature, résultant des éléments suivants :

- Effraction, escalade ou usage de fausses clés ou par boîtier ou tout autre instrument ou système d'ouverture de portes ou de démarrage du véhicule assuré ;
- Le vol même si le véhicule ne fait pas l'objet d'une effraction et même si les clés étaient sur, sous, ou à l'intérieur du véhicule, à condition que le véhicule se trouve dans une cour, une remise, un garage et/ou un parc de stationnement gardienné ;
- Violences, meurtre, menaces, dol ou manœuvre frauduleuse sur les personnes ;
- Consécutifs à un incendie, une explosion ou un événement exceptionnel ayant permis la réalisation d'un fait délictueux ;
- Vol isolé des éléments composant le véhicule assuré.

Cette prestation inclut également les frais de récupération du véhicule avec accord de l'Assureur, le dépannage et le remorquage en cas de nécessité, à dire d'expert, pour conduire le véhicule assuré jusqu'au garage le plus proche.

4.3 Dommages et intérêts réclamés par le loueur de batteries de véhicules électriques

Pour les véhicules électriques, la garantie est étendue aux dommages et intérêts réclamés par le loueur de la batterie du fait de la résiliation du contrat d'abonnement de la batterie à la suite d'un sinistre, et dans la limite de 3 mois de redevance TTC.

4.4 Dommages collision

Sont garanties les détériorations accidentelles subies par le véhicule assuré lorsqu'elles résultent de collision avec :

- Un piéton identifié ;
- Tout ou partie d'un autre véhicule appartenant à une personne identifiée ;
- Un animal.

Sont également indemnisés les frais justifiés de dépannage et de remorquage pour conduire le véhicule assuré jusqu'au garage le plus proche.

4.5 Dommages tous accidents

Seront garantis les détériorations accidentelles subies par tout véhicule assuré, dits Dommages Tous Accidents, y compris ceux résultant d'évènements suivants,

- Dommages sans collision ;
- Tout évènement naturel, même s'il n'est pas considéré comme catastrophes naturelles ;
- Acte de vandalisme ;
- Chute de pierre, d'objets ou de substance ;
- Immersion ;
- Tout évènement non expressément exclu de la police.

Les pneumatiques seront couverts lorsque leur détérioration est l'accessoire de dégâts causés au véhicule.

Sont également indemnisés les frais justifiés de dépannage et de remorquage pour conduire le véhicule assuré jusqu'au garage le plus proche.

4.6 Effets personnels et accessoires

Sont indemnisés les effets, objets personnels et accessoires endommagés lors d'un sinistre ou subtilisés par un tiers, y compris les vols par agression ou effraction sans vol concomitant du véhicule.

4.7 Événement naturel

Sont garanties toutes les dégradations et détériorations accidentelles causées au véhicule assuré lorsqu'elles résultent notamment de l'un des événements suivants :

- Tempête, c'est-à-dire l'action directe du vent ou le choc d'un corps renversé ou projeté par le vent lorsque celui-ci a une violence telle qu'il détruit, brise ou endommage un certain nombre de bâtiments de bonne construction dans le voisinage du bien sinistré ;
- Inondation ;
- Eboulement ou glissement de terrain ;

- Tremblement de terre ;
- Avalanche ;
- Chute de pierre ;
- Grêle.

4.8 Bris de glace

Le bris du pare-brise, des glaces de côté, de portière, de la lunette arrière, du toit ouvrant, des blocs optiques, des phares et leur protection. Les frais de pose correspondants seront aussi inclus.

4.9 Dommages corporels du conducteur

La police garantit les accidents corporels du conducteur et indemnise les atteintes à l'intégrité physique et psychique subies par le conducteur lors et/ou à la suite d'un accident de la circulation, qu'il en soit responsable ou non.

La police garantit le décès, l'invalidité, l'hospitalisation et les frais de santé consécutifs à un accident de la circulation dont l'assuré est responsable ou non.

De plus, des prestations en cas d'invalidité et de décès seront proposées :

En cas de décès consécutif à un accident de la circulation : le bénéficiaire se voit verser le capital d'un montant de 1 000 000 € sans franchise.

En cas d'invalidité permanente consécutive à un accident de la circulation : le médecin conseil de l'Assureur détermine, après consolidation des blessures, le taux d'invalidité de l'assuré en faisant référence au barème de droit commun en intégrant la préexistence d'autres invalidités corporelles, sans pouvoir pour autant dépasser 100 %. Ce taux est appliqué au capital de 1 000 000 € et est sans franchise.

Cette garantie est acquise 24 heures sur 24, tant au cours de la vie privée que professionnelle de l'Assuré, et ce dans le monde entier.

La garantie cesse de plein droit et sans autre avis à l'échéance principale qui suit le 70ème anniversaire du conducteur pour les garanties relatives à l'accident.

4.10 Catastrophes naturelles et technologiques

Conformément à la loi du 13 juillet 1982 et celle du 2 février 1995, la police garantit à l'Assuré la réparation pécuniaire des dommages matériels directs définis comme « non-assurables » à l'intégralité des biens garantis en vertu de son texte ayant eu pour origine et cause déterminante l'intensité anormale d'un agent naturel, lorsque les mesures habituelles à prendre pour prévenir ces dommages n'ont pu empêcher la survenance des dommages ou n'ont pas pu être prises.

Par ailleurs et dans le respect de la loi du 30 juillet 2003, la police garantit à l'Assuré la réparation de toutes les dégradations accidentelles subies par le véhicule assuré lorsqu'elles résultent d'un événement reconnu comme catastrophe technologique par un arrêté interministériel publié au Journal Officiel.

S'ils résultent d'un événement garanti et en cas de nécessité, sont également indemnisés les frais justifiés de dépannage et de remorquage pour conduire le véhicule assuré jusqu'au garage le plus proche.

5. GARANTIES DE LA POLICE D'ASSURANCE

5.1 Responsabilité civile

Dans le respect de l'article L.211-1 du code des assurances, la garantie responsabilité civile couvre les conséquences pécuniaires des dommages subis par des tiers, résultant d'atteintes aux personnes ou aux biens dans la réalisation desquels un véhicule assuré est impliqué.

Sont ainsi couvertes les conséquences financières de la responsabilité civile que l'Assuré peut encourir en raison des dommages corporels, matériels, immatériels directement consécutifs à des événements garantis et résultant notamment d'un accident, d'un incendie ou d'une explosion dans lequel sont impliqués :

- Le véhicule assuré,
- Les accessoires et produits servant à son utilisation,
- Les objets, matières ou substances transportés par le Véhicule assuré.

Sont également couvertes les conséquences de la chute de ses accessoires, produits, objets et/ou substances, des éléments composants les véhicules électriques assurés. La garantie responsabilité civile sera acquise pour tous dommages confondus en et hors circulation.

A l'exception des dommages corporels, elle sera limitée à 100 millions d'euros par année d'assurance et par sinistre.

Les plafonds, limites et franchises sont résumés à l'article 7 du présent CCTP.

Ces plafonds généraux prévalent sur les dispositions figurant aux conditions générales ou aux conditions particulières qui seront proposées par les candidats, en complément du présent CCTP, sauf si ces dernières sont mieux disant pour les Assurés.

5.2 Garanties dommages

Les garanties couvertes par la police concernent aussi les dommages causés aux Assurés du fait des événements garantis tels que définis à l'article 4 du présent CCTP :

- Incendie et explosions, y compris les dommages électriques et les attentats,
- Vol ou tentative de vol,
- Dommages et intérêts réclamés par le loueur de batteries de véhicules électriques,
- Dommages collisions,
- Dommages tous accidents,
- Effets personnels
- Événement naturel,
- Bris de glace,
- Dommages personnels du conducteur
- Catastrophes naturels et technologiques.

6. GARANTIE ASSISTANCE

6.1 Assistance aux véhicules

L'Assureur prend en charge :

- Le dépannage ou remorquage au garage (sans franchise kilométrique – Panne – Assistance au Véhicule) le plus proche si la réparation sur place n'est pas possible,
- La fourniture d'un véhicule de remplacement pour une durée de :
 - 10 jours ouvrables maximum possible en cas d'immobilisation du véhicule pendant plus de 24 Heures soit 10 jours en forfait Assistance et avec une possibilité de rajouter 7 jours payés par l'Assureur lorsque l'état du Véhicule le nécessite.
 - de 30 jours en cas de vol si le véhicule n'est pas retrouvé dans les 24 H.

L'Assureur prend en charge le rapatriement du conducteur et des passagers à leurs domiciles si le véhicule est immobilisé pendant plus de 5 heures ou s'il a été volé.

Si le conducteur a fait l'objet d'un rapatriement, l'Assureur prend en charge :

- la mise à disposition d'un titre de transport pour aller récupérer le véhicule après réparation,
- ou
- si l'évènement est survenu hors de France, le rapatriement du véhicule (qu'il ait ou non été réparé).

L'Assureur prend en charge les frais de gardiennage du véhicule assuré en instance de rapatriement ou remorquage.

Lorsque le véhicule est considéré comme une épave, l'Assureur prend en charge :

- les frais d'abandon du véhicule sur place ou, à l'étranger,
- les frais nécessaires pour le faire sortir du pays où il se trouve dans le cas où l'épave ne peut rester sur place.

Lorsque le lieu dans lequel le véhicule est immobilisé, ne dispose pas des pièces détachées, l'Assureur prend en charge l'envoi de pièces détachées et avance la valeur des dites pièces.

L'Assureur proposera en priorité des garages offrant des véhicules de courtoisie, à défaut, la location temporaire d'un véhicule sera prise en charge dans les cas de sinistres totaux notamment, ce, dans la limite de deux semaines de location.

Le choix du garage pour les réparations reste au choix exclusif du Souscripteur. En cas de doute ou d'incertitude, il pourra toutefois être demandé avis ou conseil à l'Assureur.

6.2 Assistance aux personnes (conducteur et passagers du véhicule)

L'Assureur prend en charge :

- Les frais de transport médical d'urgence ;
- Les frais de rapatriement au domicile, ou prise en charge des frais de prolongation du séjour sur place si l'état de cette personne l'empêche de poursuivre le voyage, mais ne nécessite ni hospitalisation ni rapatriement sanitaire ;
- Les frais de rapatriement du corps, y compris une participation aux frais de cercueil et la prise en charge des frais de voyage d'un membre de la famille accompagnant le corps ;
- Les frais de recherches des personnes ;
- Les frais de voyages aller-retour visite d'un membre de la famille en cas d'hospitalisation sur place de plus de 5 (cinq) jours (frais de transport et d'hébergement), ou prise en charge des frais d'hébergement sur place d'une personne voyageant avec le malade ou blessé.

Est pris en charge par l'Assureur, le retour anticipé du conducteur et/ou des passagers du véhicule en cas de :

- décès ou d'hospitalisation d'un ascendant ou descendant, de leur conjoint, concubin ou de toute personne à eux liés par un pacte civil de solidarité,
- dommages graves à leurs biens.

Est pris en charge par l'Assureur, l'envoi d'un chauffeur de remplacement pour ramener le véhicule et ses passagers à son lieu habituel de garage si, à la suite d'une maladie ou d'un accident, le conducteur habituel est dans l'impossibilité de conduire.

Est également pris en charge par l'Assureur, le remboursement des frais médicaux, chirurgicaux, d'hospitalisation ou dentaires engagés en France et hors de France métropolitaine.

Est pris en charge par l'Assureur, les prestations supplémentaires qui pourront également être proposées. Les prestations seront acquises sans franchise kilométrique.

6.3 Garanties assistance juridique

L'Assureur prend en charge l'exercice de tous recours nécessaires afin d'obtenir réparation des dommages subis par le conducteur autorisé, les passagers et les véhicules assurés. La défense des intérêts de l'Assuré sera assurée devant les juridictions répressives civiles (intérêts civils exclusivement), commerciales ou administratives.

L'Assureur sera habilité à transiger avec les tiers responsables ou en cause.

Seront notamment exclus :

- Le remboursement des amendes et de leurs accessoires.
- Les frais de recours engagés contre le Souscripteur ou l'Assuré par les personnes transportées.

La police comprend le remboursement des frais liés à l'exercice de toute action amiable ou judiciaire devant toute juridiction et devant la commission de suspension du permis de conduire en vue :

- De défendre l'Assuré s'il fait l'objet d'une action pénale, à la suite d'un accident dans lequel le véhicule assuré est impliqué ;
- D'obtenir la réparation financière des dommages que l'Assuré pourrait subir à la suite d'un accident pour lequel les personnes tenues à réparation n'ont pas la qualité d'Assuré.

La garantie devra comprendre le règlement des honoraires du ou des avocats chargé(s) de défendre les intérêts de l'Assuré, ainsi que la prise en charge des dépenses de tous frais liés à la procédure judiciaire (expertise, enquête, huissiers, etc.) mis à sa charge.

L'Assuré dispose du libre choix de l'avocat ou de toute autre personne qualifiée par la réglementation en vigueur et il reste maître de la conduite du procès.

En cas de désaccord entre l'Assureur et l'Assuré au sujet des mesures à prendre pour régler un différend, cette difficulté peut être soumise à l'appréciation d'une tierce personne désignée d'un commun accord par les parties, ou à défaut, par le Président du Tribunal de Grande Instance statuant en la forme des référés.

Les frais induits par cette procédure d'arbitrage sont à la charge de l'Assureur sauf décision contraire du Président du Tribunal Judiciaire.

Dans le cas où l'Assuré a engagé à ses frais une procédure contentieuse et obtient une solution plus favorable que celle qui lui avait été proposée par l'Assureur ou par la tierce personne, l'Assureur indemnise à l'Assuré les frais exposés pour l'exercice de cette action, dans la limite du montant de la garantie.

La garantie prévoit une limite de prise en charge des honoraires d'avocat s'élevant à 30 000 € par sinistre.

La garantie devra bénéficier à tout Assuré, à savoir notamment :

- à tout conducteur autorisé à la conduite du véhicule assuré,
- au propriétaire du véhicule,
- aux passagers du véhicule assuré.

Ne sont pas concernées par cette garantie, les exclusions classiques (retrait du certificat d'immatriculation et/ou du permis de conduire par les autorités administratives compétentes, participation de l'Assuré à des émeutes ou à tout acte portant atteinte à l'ordre public...).

Des dispositions précises devront être proposées en cas de conflit d'intérêt entre l'Assureur et l'Assuré.

7. FORMULE DE GARANTIES POUR LE VOLET FLOTTE AUTOMOBILE ET AUTO-MISSION

La police offrira les trois garanties définies aux articles 4 et 5 du présent CCTP :

- Responsabilité civile,
- Garanties dommages,

- Garantie assistance.

Pour tous les véhicules, y compris les remorques et les véhicules à deux ou trois roues, transpalettes motorisées qualifiées de véhicules terrestre à moteur au sens de la loi Badinter.

7.1 Synthèse des montants de garanties, limites et franchises pour le volet Flotte automobile

Tableau des montants de garanties et des franchises contractuelles

Les candidats peuvent proposer des montants de franchises différents des montant exprimés ci-dessous.
Toutefois, les candidats ne pourront pas proposer d'autres montants en ce qui concerne les Limites.

| GARANTIES | LIMITES | FRANCHISES |
|---|---|-------------------|
| Responsabilité Civile en et hors circulation : Dont : <ul style="list-style-type: none"> - Dommages corporels - Dommages matériels - Dommages immatériels consécutifs - RC Fonctionnement | Illimité 100 000 000 € 2 000 000 € 1 500 000 € | Néant |
| Défense Recours - Protection Juridique et Insolvabilité des tiers | 30 000 €/sinistre | |
| Incendie, Explosions | Valeur Vénale | 1000 € de base |
| Vol, Tentative de vol | | 1000€ de base |
| Dommages Collision | | 1000 € de base |
| Dommages Tous accidents | | 1000 € de base |
| Catastrophes Naturelles et Technologiques : Fixés par arrêté interministériel | | |
| Evénements naturels | | 1000 € de base |
| Bris de Glace : <ul style="list-style-type: none"> - Remplacement /par sinistre - Réparation | 1500 € 150 € | 250 € 30 € |

| | | |
|---|--|--|
| Effets personnels et Accessoires (Vols et dommages accidentels) | 2000 € | 230 € |
| Accidents corporels du conducteur : Frais de santé Capital décès Capital invalidité | A concurrence de 1 000 000 € | Sans franchise |
| Tous les véhicules bénéficient de la garantie Assistance : Dépannage / Remorquage (hors frais de gardiennage) Gardiennage de véhicule en attente de remorquage ou rapatriement Autres prestations d'assistance | A condition d'appeler l'assistance dont le numéro de téléphone est indiqué par l'Assureur à l'Assuré 500 € En France 250 € /j Hors de France 500€ /j Plafond : 3 000 € | 50 € Sans franchise |

7.2 Garanties complémentaires obligatoires - **Auto-mission**

Cette garantie a pour objet d'assurer le Souscripteur et les Entités Affiliées ainsi que leurs préposés au titre de l'article 1242 du code civil lorsque ceux-ci, pour les besoins du service, utilisent avec autorisation expresse du commettant leur véhicule personnel.

Le contrat se substitue aux garanties accordées par les contrats souscrits par les propriétaires et/ou les utilisateurs de véhicules terrestres à moteur et ne dispense pas ces derniers de remplir l'obligation d'assurance énoncée aux articles L.211-1 et suivants du code des assurances.

Pour les besoins du volet Auto-mission, la notion de véhicule assuré s'entend comme tout véhicule terrestre à moteur de deux ou de quatre roues (dans la limite d'un poids total autorisé en charge (PTAC) maximal de 3,5 Tonnes) propriété ou location longue durée d'un collaborateur sédentaire du Souscripteur ou d'une Entité Affiliée, de son conjoint, de son concubin, d'une autre personne liée à lui par un Pacte Civil de Solidarité (PACS) ou de tout collaborateur sédentaire, conducteur autorisé de fait ou de droit (dans le cadre du co-voiturage entre préposés par exemple).

Le collaborateur sédentaire est un préposé de droit privé ou de droit public subordonné au Souscripteur ou à une Entité Affiliée et exerçant ses fonctions en un lieu fixe et déterminé et dont le poste ne nécessite pas habituellement l'usage permanent de son véhicule personnel pour des déplacements professionnels.

Sont exclus les dommages causés aux véhicules garantis lorsqu'ils sont utilisés pour un usage privé et notamment pour effectuer le trajet domicile/lieu de travail et retour, sauf si cet itinéraire correspond au trajet de la mission autorisée par le Souscripteur.

Les garanties générales de la police détaillées ci-dessus sont donc étendues aux trajets réalisés dans les conditions décrites au titre du présent volet.

7.3 Tableau des garanties pour le volet Auto-mission

Les candidats peuvent proposer des montants de franchises différents des montant exprimés ci-dessous.

Toutefois, ils ne pourront pas proposer d'autres montants en ce qui concerne les Limites.

| GARANTIES | LIMITES | FRANCHISES |
|---|---|------------|
| Responsabilité Civile en et hors circulation : | | |
| Dont : | | |
| - Dommages corporels | Illimité | Néant |
| - Dommages matériels | 100 000 000 € | |
| - Dommages immatériels consécutifs | 2 000 000 € | |
| - RC Fonctionnement | 1 500 000 € | |
| Défense Recours - Protection Juridique et Insolvabilité des tiers | 30 000 €/sinistre | Néant |
| Incendie, Explosions | Valeur de remplacement à dire d'expert avec franchise | 250 € |
| Vol, Tentative de vol | | 250 € |
| Dommages Collision | | 250 € |
| Dommages Tous accidents | | 250 € |
| | | |

| | | |
|---|--|----------------------------|
| Catastrophes Naturelles et Technologiques : Fixés par arrêté interministériel | | |
| Evénements naturels | | |
| Bris de Glace : - Remplacement /par sinistre - Réparation | 1 500 € 150 € | 250 € 30 € |
| Effets personnels et Accessoires (vols et dommages accidentels) | 2 000 € | 250 € |
| Accidents corporels du conducteur : - Frais de santé - Capital décès - Capital invalidité | A concurrence de 1 000 000 € | Sans franchise |
| Tous les véhicules bénéficient de la garantie Assistance : - Dépannage / Remorquage - Autres prestations d'assistance | A condition d'appeler l'assistance dont le numéro de téléphone est indiqué par l'Assureur à l'Assuré 500 € Plafond : 3 000 € | 50 € Sans franchise |

Le Souscripteur est dispensé de déclarer au préalable la mise en circulation des véhicules entrant dans le champ d'application des garanties auto-mission. En cas de sinistre, le Souscripteur devra communiquer l'attestation de l'ordre de mission du collaborateur, document dûment validé par sa hiérarchie et l'autorisant à utiliser son véhicule personnel pour ladite mission.

8. BUDGET DU FONDS DE RETENTION/ CONSERVATION

8.1 Descriptif

Le Souscripteur a décidé de **conserver à sa charge une rétention sur chaque sinistre dans la limite d'un montant annuel de 100 000 € TTC pour les garanties responsabilité civile et dommages**. Les sinistres liés à la responsabilité civile restent acquis sans franchise dans tous les cas. Le fonds sera versé à l'Assureur au début de l'entrée en vigueur du Marché soit le 1^{er} juin de chaque année.

Le volet auto - mission de ce présent CCTP n'est pas concerné par le budget de rétention/conservation.

Lorsque la rétention est atteinte, l'Assureur intervient pour tous sinistres après déduction de la franchise absolue.

Pour établir une cohérence dans le traitement des sinistres « conservés » et ceux Assurés, et afin de bénéficier de l'assistance d'un partenaire compétent et bénéficiant de moyens, l'Assuré confie à l'Assureur et/ou à un intermédiaire gestionnaire des sinistres, la gestion et le règlement de ses sinistres à concurrence du montant annuel de la rétention et pour l'ensemble des garanties définies au présent CCTP. Il confère à l'Assureur et/ou à un intermédiaire gestionnaire des sinistres tous les pouvoirs, afin de le représenter et de défendre ses intérêts, à l'effet du présent contrat et les réitéreront autant que de besoin à la dernière demande.

L'intermédiaire en assurance ou courtier de l'Assureur a une délégation de gestion de ces sinistres.

La charge des sinistres dont le coût final serait supérieur à ce seuil serait transférée à l'Assureur.

Au terme du présent CCTP, l'Assureur conduira à leurs termes les règlements des sinistres en cours et procédera ensuite à la clôture des comptes de rétention.

8.2 Périmètre : sinistres relevant de cette conservation

Lorsque la rétention est atteinte, l'Assureur intervient pour tous sinistres après déduction de la franchise absolue.

Les sinistres relevant du fonds de conservation sont :

- Matériels, immatériels et/ou corporels mettant en cause la responsabilité totale, partielle ou nulle du conducteur, ainsi que les dommages matériels ou immatériels subis par les véhicules assurés au titre du présent contrat quand la garantie « dommages » est acquise ;
- Sinistres « vol » et « incendie » pour les véhicules bénéficiant de ces garanties.

8.3 Contribution au fonds de garantie automobile

Conformément aux dispositions des articles R 421-27, 28 et 30 du Code des Assurances, les bénéficiaires d'une assurance avec franchise et/ou conservation de sinistre RC doivent s'acquitter au profit du Fonds de Garantie, une contribution de 5 % des indemnités restant à leur charge au titre des dommages réglés à des tiers, lorsqu'ils sont responsables d'un accident causé à un tiers par un véhicule terrestre à moteur.

Le Courtier ou l'Assureur communiquera au souscripteur, dès réception de la demande du Fonds de Garantie, et au plus tard au cours du 2ème trimestre civil suivant la fin de l'exercice, le montant des dommages à déclarer à ce dernier.

Le Souscripteur s'engage à régler directement celui-ci sur la foi des éléments communiqués.

Si des dispositions réglementaires modifiaient ce mode de versement, les nouvelles dispositions deviendraient applicables.

9. PRIME ET ELEMENTS DE TARIFICATION

9.1 Volet Flotte Automobile

- Prime :

La prime sera décomposée en deux éléments :

- L'alimentation prévisionnelle de 100 000 € pour le fonds de rétention/conserver (auto-assurance) ;
- la prime dite « pure » transférée à l'Assureur.

- Franchise :

La garantie responsabilité civile sera acquise sans franchise.

La garantie dommage sera obligatoirement cotée conformément au contenu des tableaux de synthèse des montants, limites et franchises figurant à l'article 7 du présent CCTP.

La franchise sera d'un montant de 1 000 € TTC par sinistre en ce qui concerne les garanties suivantes : incendie, explosions, vol, tentative de vol, dommages collision, dommages tous accidents et événements naturels. Pour la garantie catastrophes naturelles et technologiques, il s'agira des franchises fixées par arrêté interministériel.

Les candidats peuvent proposer des montants de franchises différents des montants exprimés ci-dessous.

Toutefois, ils ne pourront pas proposer d'autres montants en ce qui concerne les Limites.

| GARANTIES | FRANCHISE |
|-------------------------|-----------|
| Incendie, Explosions | 1 000 € |
| Vol, Tentative de vol | |
| Dommages Collision | |
| Dommages Tous accidents | |
| Evénements naturels | |

La prime sera exprimée dans l'offre par véhicule HT et TTC (tous chargements compris).

9.2 Volet Auto-mission

Le volet des garanties auto-mission fera l'objet d'une prime forfaitaire annuelle TTC pour les trois garanties responsabilité civile, dommages, assistance. Il s'agit d'un montant forfaitaire peu importe le nombre de véhicules concernés et kilomètres parcourus.

10. PREVENTION SECURITE ROUTIERE : ENGAGEMENTS ET FORMATIONS

10.1 Engagements

Le Souscripteur et les Entités assurées ont mis en place des engagements en lien avec l'utilisation des véhicules assurés :

- Des véhicules de services utilisés dans un cadre professionnel ;
- Et des véhicules d'entreprise utilisés dans un cadre professionnel mais également dans un cadre privé ;
- Des véhicules personnels des collaborateurs utilisés dans un cadre professionnel à la suite d'un ordre de mission validé par leur hiérarchie.

En plus de ces engagements, un autre doit être appliqué pour les utilisations des véhicules de fonction utilisés dans un cadre privé : « *Nous encourageons les conducteurs de deux-roues à mieux s'équiper (casque aux dernières normes NF en vigueur, gants, protections dorsales...)* ».

En outre, les chauffeurs des véhicules suivent dans le cadre de formations professionnelles internes, des mises à jour sur le code de la route et du code de la sécurité routière.

10.2 Formations

En plus de ces engagements, des actions de formations pour la prévention des risques routiers inter-entreprises sont également proposées à tous les collaborateurs bénéficiaires de véhicules assurés en application des dispositions des articles L.4121-1 et suivants du code du travail.

Des formations sont également dispensées en interne pour les conducteurs (salariés) des véhicules assurés par l'Assureur.

10.3 Dispositions diverses

Uniquement pour la Flotte Automobile :

- Aucune franchise autre que celles prévues aux présentes ne sera appliquée au cas où au moment de l'accident, le chauffeur **se trouvera être un jeune conducteur** (âge et/ou permis).

Pour la Flotte Auto et /ou l'Auto-mission :

- L'indemnisation se fera **en valeur à neuf pour les véhicules de moins de 12 mois**.
- En cas de sinistre total, l'Assureur prendra également en charge le paiement des indemnités susceptibles d'être dues à une société de crédit-bail, de leasing ou de location longue durée (LLD).

- Par dérogation aux dispositions de l'article L.113-2 alinéa 4 du code des assurances, **aucune déchéance** ne pourra être invoquée et aucune indemnité ne sera réclamée par l'Assureur **en cas de déclaration de sinistre en dehors des délais habituels** (48 heures en cas de vol et cinq (5) jours ouvrés dans les autres cas).
- Les garanties des dommages accidentels subis par les véhicules assurés restent acquises au Souscripteur alors même **que le taux d'alcoolémie du conducteur serait égal ou supérieur au taux légal ou qu'il serait reconnu qu'il conduisait le véhicule sous l'emprise de produits stupéfiants illicites ou de médicaments non prescrits par une ordonnance médicale**. Dans ce cas, l'Assureur **conserve la faculté d'exercer son recours contre le conducteur** sauf s'il est établi que le sinistre est sans relation avec l'état de celui-ci.
- L'Assureur renonce à tous recours contre le Souscripteur et ses préposés en cas de **sinistre lié ou consécutif à un défaut ou à une erreur d'entretien d'un véhicule**.
- L'Assureur renonce à se prévaloir des exclusions de garanties relatives à la non-possession, la suspension, la non-conformité, le non-renouvellement ou l'annulation du permis de conduire, s'il se révèle à l'occasion d'un sinistre, qu'un collaborateur a induit le Souscripteur ou son employeur en erreur en lui présentant un permis faux ou falsifié mais en revêtant une apparence raisonnable d'authenticité ou en lui dissimulant une suspension ou une annulation de son permis.
- Tous les documents, contrat d'assurances, inscriptions sur matériels, correspondances, factures ou modes d'emploi doivent être rédigés en français. S'ils sont rédigés dans une autre langue, ils devront être accompagnés d'une traduction en langue française, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté. En cas de litige, le droit français est seul applicable et les tribunaux français seront seuls compétents.

11. ENGAGEMENTS CONTRACTUELS SUR LES PRESTATIONS DE SERVICES ASSOCIEES

L'Assureur et son mandataire s'engagent à fournir les prestations de services suivantes tout au long de l'exécution du contrat d'assurance :

11.1 L'accès à une solution de gestion à distance

- L'Assureur (ce terme désignant ci-après, en tant que de besoin, le courtier ou le représentant de la société d'assurances) donne accès à un site extranet pour permettre à l'Equipe Flotte Automobile de la CDC, au Fleeter et d'autres parts aux Filiales bénéficiaires de cette police de saisir, consulter, demander, éditer à distance les données relatives au contrat et à sa gestion notamment les données relatives aux sinistres, aux attestations etc.
- La solution doit être opérationnelle au jour de la prise d'effet du contrat.
- Le Souscripteur précisera à l'Assureur la liste des personnes qui bénéficieront d'un accès sécurisé et personnalisé 24/24h ; 7jours/7. Cette liste sera mise à jour régulièrement. Ces personnes doivent être tenues informées de toute indisponibilité et des raisons de celle-ci. L'Assureur leur assurera une formation à l'utilisation optimale de l'outil.
- L'Assureur déclare offrir toutes les garanties et notamment mettre en œuvre des solutions techniques et organisationnelles conformes à l'état de l'art assurant la protection, la conservation, et la restitution des données confiées, mettre en œuvre toutes les procédures de traitements sécurisés et de prévention afin

de garantir le bon fonctionnement de la solution informatique accessible en ligne et empêcher toute intrusion non autorisée aux données.

Il s'engage à mettre en œuvre toutes les mesures requises afin de restreindre l'accès à la solution SaaS et aux seules personnes autorisées ou habilitées par le Souscripteur.

- L'Assureur s'engage à procéder ou faire procéder par un tiers les prestations de maintenance corrective et évolutive de la solution afin de limiter les délais d'indisponibilité de la solution sans coût supplémentaire. Il s'engage à notifier au Souscripteur tout incident ou faille de sécurité susceptible d'entraîner une perte ou violation de données.
- L'Assureur s'engage à respecter les termes de l'annexe au CCAP « Clauses SaaS applicables ».

11.2 La propriété des informations, tableaux et statistiques

Les informations, tableaux d'activité, statistiques y figurant restent la propriété de la CDC et des assurés et devront leur être restitués dans le mois de la fin du contrat.

L'état de parc devra être accessible à tout moment par le biais du site internet ou tout autre système similaire devant également permettre, sur simple consultation ou requête, de :

- Réaliser des extractions de fichiers Excel sur l'état du parc avec des critères de recherche ;
- Consulter les garanties acquises (formules) et les caractéristiques des véhicules et rechercher par l'immatriculation si un véhicule est effectivement assuré par la police Flotte Automobile ;
- L'état des sinistres et de leurs suivis, les statistiques devront être accessibles à tout moment, par internet, ou tout autre système informatique similaire, et permettre à la demande, les extractions sous forme de fichiers au format Excel ou Word, ceci afin de permettre une exploitation aisée des données par le Souscripteur.
- Les données devront être tenues quotidiennement à jour, sous réserve des seuls délais nécessaires au traitement et à l'enregistrement des dossiers. Une mise à jour mensuelle sera toutefois acceptée pour les informations relatives aux paiements effectués aux tiers.
- Un état semestriel sera adressé à la CDC pour le suivi financier du suivi des recours dans le cadre d'accidents non-responsables.

11.3 La continuité de service

L'Assureur et l'intermédiaire en assurance (ou le courtier) devront fournir un service continu au Souscripteur. Ils mettent en place toutes les mesures nécessaires à la continuité de services et d'activité en cas de crise.

11.4 Une équipe dédiée à la gestion du contrat et des sinistres

L'Assureur et son mandataire mettent en place une équipe dédiée au compte que représente le Souscripteur selon les usages de marché en matière de grands risques, que ce soit en production ou en gestion de sinistre.

L'organigramme de cette équipe devra être fourni dans l'offre du candidat. Cet organigramme devra comporter les coordonnées des personnes composantes ladite équipe.

L'Assureur et l'intermédiaire d'assurance s'engagent à ce que les personnes en charge de la police remplissent les conditions de capacités professionnelles requises par la législation française.

Tout changement au sein de l'équipe dédiée à la gestion devra être communiqué à la CDC par l'Assureur et le mandataire.

11.5 Les conditions de gestion du contrat

L'Assureur et l'intermédiaire en assurance (ou le courtier) s'engagent notamment à transmettre au Souscripteur à première demande :

- Tout document d'assurances (police, avenants, dont acte, attestation d'assurance, relevé d'informations du véhicule et/ou du conducteur) ;
- Une prestation d'assistance dédiée à tous renseignements concernant l'étendue ou le fonctionnement des garanties ou le règlement de sinistre en raison de son obligation légale d'information et de conseils ;
- Une veille juridique approfondie sur tous les éléments inhérents à la police Flotte automobile (responsabilité civile, garantie du conducteur, assistance, auto-mission...) ;
- Les évolutions majeures des acteurs du marché de l'assurance automobile et les évolutions des pratiques de marché ;

Autres engagements :

Le candidat pourra préciser dans son mémoire technique remis dans son offre s'il est à même de proposer :

- des états de sinistralité sur une base mensuelle ;
- des flashes sur les sinistres graves ;
- une gestion active des sinistres ;
- la désignation des experts dans les meilleurs délais selon les conditions précitées ;
- un suivi de l'indemnisation du sinistre.

L'Assureur et l'intermédiaire en assurance (ou le courtier) précisent, s'ils le souhaitent, dans leur offre les autres engagements à l'égard du Souscripteur.

L'offre comprendra un mémoire de gestion relatif aux prestations de courtage et de services d'assurance liées à la vie de la police d'assurance.

12. LA GESTION DES SINISTRES

12.1 Gestion des sinistres au-dessus de la Franchise

Les sinistres dont le montant financier est supérieur à la franchise contractuelle seront gérés par le Courtier et/ou l'Assureur directement. Par défaut, l'intégralité des sinistres impliquant un tiers seront adressés au Courtier et/ou à l'Assureur.

L'Assureur, ou son mandataire, devra communiquer par télécopie ou par mail au Souscripteur les coordonnées de l'expert désigné pour examiner le véhicule assuré sous 24 heures ouvrées à compter de la réception de la

12.2 Gestion des sinistres en dessous de la Franchise

Dans ce cas de figure, la CDC et le Courtier s'accordent sur la mise en place d'une procédure de gestion sous-franchise qui complète les dispositions ci-dessous. Le parcours le plus complet vise à :

- Gérer et indemniser les sinistres inférieurs à notre franchise ;
- Procéder à l'avance de la franchise mais également de la TVA et vétusté pour les sinistres couverts au titre de notre contrat ;
- Gérer et indemniser les sinistres non assurés ;

Concernant le financement des sinistres sous franchises et selon notre attente deux cas de figures peuvent se présenter :

1. La mise en place d'un Fonds de roulement confié au Courtier pour indemniser ces sinistres (Dommages Tous accidents à l'exclusion des Bris de glace). Un suivi trimestriel de la consommation du fonds conservatoire sera adressé par le titulaire à la CDC.
2. L'avance est réalisée par le Courtier avec une facturation trimestrielle ou une autre fréquence à la convenance des deux Parties .

Concernant la rémunération pour cette prestation, le Courtier inclut dans son offre financière, le cas échéant, ce coût de gestion dans ses honoraires et commissions.

Pour le volet Flotte automobile ainsi que le volet Assistance, la CDC souhaite que l'Assureur et le Courtier prennent en charge le préfinancement ou une avance de la franchise sur la totalité de la franchise contractuelle en dommage (Dommages Tous accidents à l'exclusion des Bris de glace). La facturation liée à ce préfinancement sera adressée tous les trimestres par le candidat ou sur une autre fréquence à la convenance des deux parties.

L'Assureur et l'intermédiaire en assurance adressent une facturation (trimestrielle) à la CDC : une facturation globale avec une répartition entre les deux services de la CDC (siège CDC et DRT).

La CDC souhaite que le Courtier délivre les prises en charge aux garages agréés ou non agréés par ce dernier.

Le candidat pourra proposer dans son offre tout dispositif alternatif facilitant la gestion des sinistres sous franchise notamment pour le Bris de glace.

12.3 Participation à la gestion des sinistres avec le prestataire Fleeter de la CDC (Gestionnaire indépendant de Flottes automobile) et l'Equipe Flotte Automobile de la CDC

Le Souscripteur, plus précisément la CDC, dispose d'un Marché de gestion de la Flotte Automobile. Il s'agit d'un contrat de prestation de services Fleeter pour lequel le Prestataire effectue les missions suivantes :

- Gérer la bonne application du contrat d'assurance pour le compte de la Caisse des dépôts et de mettre en œuvre l'ensemble des prestations prévues au contrat d'assurance souscrit ;
- Assurer le suivi du ratio Sinistre sur Prime (S/P) pour s'assurer de la performance du contrat et alerter sur un besoin de renégociation des conditions le cas échéant ;
- Prendre en charge la coordination avec l'Assureur pour la déclaration au Fichier des Véhicules Assurés (FVA) ;

- Constitution de la pochette conducteur lors d'une mise à disposition d'un véhicule (première attribution ou renouvellement) ;
- au même titre que l'Equipe Flotte Automobile de la CDC, conseiller le conducteur sur la meilleure démarche à suivre en cas de sinistre, coordonner les interventions avec le conducteur, l'assureur, le courtier, le garage et l'expert ;
- au même titre que l'Equipe Flotte Automobile de la CDC, suivre le bon déroulement des réparations, intervenir auprès des constructeurs afin d'obtenir la prise en charge totale ou partielle du montant des réparations lorsque leur responsabilité est engagée ;
- Informer la Caisse des Dépôts de l'évolution des dossiers ;
- Assurer le reporting des données relatives aux sinistres dans les états transmis à la Caisse des Dépôts.

Le Prestataire aura également la charge de suivre les restitutions de véhicules et veiller au respect des conditions relatives au frais de remise en état, jusqu'à l'arrêt de facturation des véhicules concernés. Le suivi des restitutions comprend, en concertation avec le loueur (liste non exhaustive) :

- La vérification de la restitution des éléments livrés avec le véhicule ;
- Le contrôle de l'expertise réalisée (photos, application des franchises, taux horaires...) ;
- La négociation avec le loueur et les recours en cas de désaccord ;
- L'information aux collaborateurs du processus à suivre en concession ;
- L'envoi des documents en recommandé avec A.R. : fiche de restitution, le certificat d'immatriculation ainsi que tous documents administratifs relatifs à la conformité du véhicule.

Pour l'ensemble des missions décrites et listées dans ce présent article 12.3, l'Equipe Flotte Automobile de la CDC pourra les assurer mais seulement à titre exceptionnel ou occasionnellement.

13. CONDITION D'EXECUTION – POLITIQUE D'ACHATS RESPONSABLES

Dans le cadre de sa démarche RSE, le Groupe a mis en place un programme de responsabilité sociétale et environnemental décliné sur l'ensemble de ses activités. Le département des achats de la Caisse des Dépôts mène une politique d'achats responsables qu'il souhaite mettre en avant pour cet accord-cadre.

En conséquence, il sera porté une attention particulière aux actions mises en œuvre ou proposées spécifiquement pour l'accord cadre (avec engagement de mise en œuvre) par les candidats visant à réduire au maximum l'impact environnemental de leur activité dans le cadre de l'exécution de cet accord-cadre.

Démarche et engagements RSE

Dans le cadre de sa propre démarche, la Caisse des Dépôts est engagée dans la transition écologique. En ce sens, elle appréciera toute proposition prenant en compte cet aspect, conformément aux législations en vigueur. Les démarches mises en place par le titulaire peuvent concerner les aspects suivants (sans exhaustivité) :

- **Dématérialisation des échanges et économie de papier :**

Dans le cadre de l'exécution des prestations, tous les documents et livrables éventuels devront être mis à disposition au format dématérialisé (format .xls, .pdf ou équivalent). En outre et sans que cela ne détériore la qualité de la prestation rendue, le titulaire favorisera autant que possible la dématérialisation des échanges (mails, visioconférences, etc.). Le livrable finale sera éco-conçu et accessible à tous les publics notamment par le respect des règles découlant du référentiel général d'amélioration de l'accessibilité (RGAA).

- **Modalités de déplacement du titulaire :**

Dans le cadre de l'exécution des prestations, le titulaire s'engage à utiliser, dans la mesure du possible et lorsque cela est économiquement viable, des moyens de transport à faible ou très faible émission de carbone et les plus respectueux possible de l'environnement tels que le train, les transports en commun, les véhicules électriques ou hybrides ou tout autre mode de transport écologique.

Si l'exécution des prestations entraîne des courses à Paris intramuros, ces dernières doivent obligatoirement être réalisées par un véhicule à faible ou très faible émission ou en transports en commun.

En cas d'utilisation de véhicules thermiques, le titulaire s'engage à choisir des véhicules répondant aux normes environnementales les plus strictes disponibles et à prendre des mesures pour minimiser les émissions polluantes (normes EURO 5 et 6 ou équivalentes).

Le titulaire fournira annuellement un rapport détaillé indiquant les mesures spécifiques prises pour réduire l'empreinte carbone de ses déplacements liés à l'exécution de l'accord-cadre, démontrant ainsi sa conformité à cette clause.

- **Réduction des émissions carbone**

Le Prestataire communique à la Caisse des Dépôts, en janvier de chaque année, les émissions de gaz à effet de serre occasionnées par les prestations réalisées pour le compte de cette dernière.

A défaut, le Prestataire communique :

- le volume total de ses émissions de gaz à effet de serre :
 - de préférence, si disponible, le dernier Bilan carbone® réalisé, assorti d'une notice méthodologique présentant les postes d'émission pris en considération
 - subsidiairement, lorsqu'il y est soumis, son dernier BEGES (bilan des émissions de gaz à effet de serre) réalisé en vertu de l'article L. 229-25 du code de l'environnement,
- le poids des prestations réalisées pour la Caisse des Dépôts, rapporté à l'ensemble de ses activités (en pourcentage), pour l'année du reporting et pour l'année de son dernier bilan des émissions de gaz à effet de serre.

- **Prise en compte du handicap :**

Le prestataire s'engage à mettre en place des mesures spécifiques pour garantir l'accessibilité des réunions publiques aux personnes en situation de handicap. Cela peut inclure des adaptations matérielles (comme des dispositifs d'audiodescription, des boucles magnétiques, etc.) ainsi que des mesures organisationnelles (comme la mise en place de traducteurs en langue des signes, la communication préalable des informations sur l'accessibilité, etc.). Le prestataire devra fournir un plan d'accessibilité détaillé en amont de chaque réunion publique.

- **Egalité femme / homme et Lutte contre les discriminations**

La CDC est engagée en matière d'égalité femme / homme et de lutte contre les discriminations. Elle a mis en place, dès 2007, un accord collectif spécifique à l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes qui prévoit la mise en œuvre de plans de progrès triennaux. L'avenant n°4, portant le plan de progrès 2022-2025, a été signé le 7 novembre 2022. Les priorités fixées concernent l'équilibre des rémunérations et des promotions, la mixité des emplois, la conciliation vie professionnelle/vie privée, la prévention et la lutte contre les violences, le harcèlement et les discriminations, la lutte contre les stéréotypes ainsi que la diffusion d'une culture de l'égalité. La Caisse des Dépôts et des Consignations attend du Titulaire une exemplarité dans ce domaine.